



**Conseil d'administration
du Programme des Nations Unies
pour le développement
et du Fonds des Nations Unies
pour la population**

Distr. générale
30 mai 2007
Français
Original : anglais

Session annuelle de 2007

11-22 juin 2007, New York

Point 3 de l'ordre du jour provisoire

Engagements de financement du PNUD

**État des engagements de financement
au titre des ressources ordinaires
du Programme des Nations Unies
pour le développement et de ses fonds
et programmes associés pour 2007 et au-delà***

Résumé

Dans sa décision 98/23, le Conseil d'administration a décidé que, à compter de 1999, sa deuxième session ordinaire de chaque année serait l'occasion d'examiner l'état des engagements de financement au titre des ressources ordinaires du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et de ses fonds et programmes associés. Conformément à cette décision et sur la base de l'approche adoptée dans ce contexte, le présent rapport contient l'état des engagements de financement au titre des ressources ordinaires pour 2007 et au-delà, ainsi qu'un récapitulatif des recettes provisoires au titre des ressources ordinaires et autres ressources reçues en 2006.

Éléments d'une décision

Le Conseil d'administration souhaitera peut-être prendre note du fait que, après avoir dépassé les objectifs annuels pour 2004 et 2005, le PNUD n'a pas été en mesure d'atteindre le troisième objectif de financement annuel (2006) de son deuxième plan de financement pluriannuel (PFP) pour la période 2004-2007. Cependant, les prévisions actuelles donnent à penser qu'il sera possible d'atteindre l'objectif global du PFP en 2007 – dernière année du cycle en cours.

Le Conseil souhaitera peut-être insister sur le fait que les ressources ordinaires constituent le socle des finances du PNUD et demander à tous les pays qui ne l'ont pas encore fait de verser des contributions au titre de ces ressources pour 2007.

* La soumission du présent document a été retardée parce qu'il a fallu réunir des données très récentes afin de présenter au Conseil d'administration l'information la plus à jour possible.



Le Conseil souhaitera peut-être aussi encourager tous les pays qui ont déjà versé des contributions pour 2007 à envisager de verser une somme supplémentaire – s'ils sont en mesure de le faire – de manière à imprimer un nouvel élan à la reconstitution de la base des ressources ordinaires du PNUD.

Le Conseil voudra peut-être aussi encourager les États membres à annoncer leurs contributions pour le nouveau cycle de planification couvrant la période 2008-2011, sur une base pluriannuelle si cela leur est matériellement possible, à présenter un échéancier de versements et à se tenir à ces contributions annoncées et à cet échéancier.

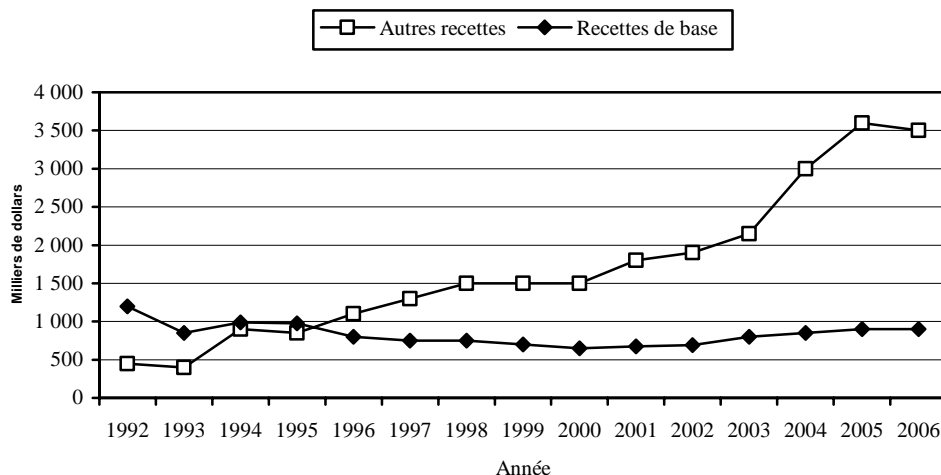
I. Introduction

1. La tendance à la hausse des contributions aux ressources ordinaires (de base), qui avait débuté en 2001, s'est consolidée en 2006 après cinq années de croissance consécutives. Les recettes ordinaires d'un montant brut de 924 millions de dollars correspondent au seuil atteint en 2005, mais sont en deçà de l'objectif intermédiaire de 1 milliard de dollars fixé dans le plan de financement pluriannuel (PFP 2004-2007) pour 2006. En effet, si le montant des contributions aux ressources ordinaires en monnaie locale a augmenté, d'où des gains de change, celui des versements effectifs en 2006 a été inférieur aux attentes.

2. Le montant total des recettes du PNUD et de ses fonds et programmes associés a atteint près de 4,8 milliards de dollars en 2006, les autres contributions (au titre des ressources autres que les ressources ordinaires) au PNUD à proprement parler atteignant près de 3,8 milliards de dollars. Les contributions bilatérales affectées à des fins spécifiques (réservées) par des gouvernements donateurs membres du Comité d'aide au développement de l'Organisation de coopération et de développement économiques (CAD/OCDE) ont dépassé 1 milliard de dollars. Pratiquement tous les donateurs du CAD/OCDE participent au cofinancement de programmes du PNUD. Les autres ressources versées au PNUD par des partenaires non bilatéraux tels que la Commission européenne, la Banque mondiale et le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme ont atteint près de 1,2 milliard de dollars. Les ressources locales que les pays de programme et d'autres partenaires locaux font transiter par le PNUD et qui sont destinées à leur propre développement se sont élevées à 1,4 milliard de dollars, ce qui représente une augmentation de 24 % par rapport à 2005. À mesure que les mécanismes d'aide disponibles au niveau des pays se diversifient et se multiplient, le PNUD est de plus en plus appelé à aider les gouvernements à obtenir, contrôler et administrer différentes formes de financement conformément aux priorités nationales.

3. Les autres ressources (réservées) représentent un complément important des ressources ordinaires du PNUD. Toutefois, au taux de croissance actuel, le rapport entre les ressources ordinaires et les autres ressources demeure déséquilibré, ces dernières augmentant beaucoup plus rapidement que les premières, comme l'illustre la figure 1 ci-après. L'aptitude du PNUD à s'acquitter de son mandat et à fournir un appui efficace au renforcement des capacités en faveur du développement, même avec l'aide des ressources affectées à des fins spécifiques, dépend du niveau de ressources de base : celui-ci doit être suffisant pour que le Programme soit en mesure de continuer à privilégier des méthodes de gestion souples, intégrées et axées sur l'efficacité et la viabilité à long terme.

Figure 1
Recettes de base et autres recettes du PNUD (1992-2006)
 (En dollars courants)



II. Historique

4. Par ses décisions 98/23, 99/1 et 99/23 – réaffirmées dans ses décisions 2002/9, 2002/18, 2003/24, 2004/14 et 2005/20 – le Conseil d'administration a mis en place un système de financement visant à favoriser un dialogue continu et transparent à propos des ressources ordinaires du PNUD, à faciliter la mobilisation de montants adéquats et à faire en sorte que les versements soient davantage prévisibles. Sur cette base, il a adopté un objectif annuel de financement de 1,1 milliard de dollars à partir de 2007 en soulignant l'urgente nécessité de mobiliser chaque année un volume accru de ressources jusqu'à ce que cet objectif soit atteint. Dans ses décisions 2003/8, 2003/11 et 2004/29, le Conseil s'est félicité de l'augmentation encourageante, quoique modeste, des contributions aux ressources ordinaires, tout en reconnaissant que le niveau de croissance n'atteignait toujours pas l'objectif convenu.

5. Le PFP pour 2004-2007, approuvé par le Conseil dans sa décision 2003/24, réaffirme l'importance primordiale de la mobilisation de ressources ordinaires d'un montant suffisant. Comme indiqué dans les premier et deuxième rapports sur le PFP (DP/2005/16 et DP/2006/18, respectivement), le montant brut des recettes au titre des ressources ordinaires a dépassé en 2004 et en 2005 les objectifs annuels établis dans le PFP. Dans ses décisions 2005/23 et 2006/24, le Conseil d'administration s'est félicité que les premier et deuxième objectifs de financement annuels aient été atteints et a noté qu'on pouvait désormais envisager l'instauration d'une base de ressources ordinaires stable et adéquate pour le PNUD, sous réserve que les orientations définies dans le PFP soient respectées et que les États membres ne se contentent pas de poursuivre leurs efforts de financement sur l'ensemble de la période couverte par le PFP, mais les intensifient. Le Conseil a également noté avec inquiétude que les prévisions actuelles donnaient à penser que l'objectif de

financement convenu pour 2006 ne serait peut-être pas atteint et a de nouveau exhorté les pays en mesure de le faire à augmenter leur contribution aux recettes de base afin de concourir à la réalisation de cet objectif.

6. **Fonds d'équipement des Nations Unies (FENU).** L'importance stratégique des investissements réalisés par le Fonds et l'attention particulière qu'il consacre aux pays les moins avancés (PMA) est soulignée tant dans le plan d'activité en cours du FENU que dans le projet de plan stratégique du PNUD pour 2008-2011. En 2006, les investissements dans des programmes de développement local et de microfinancement ont augmenté, pour atteindre 25 millions de dollars; il est prévu qu'ils continuent de croître pour s'élever à 41 millions de dollars en 2007, à l'appui des programmes menés conjointement par le Fonds et le PNUD dans 35 PMA. Pour que soient respectés les objectifs en matière de programmes pour 2008-2011, les ressources à y consacrer devront augmenter de façon substantielle. Dans ce contexte, de nouvelles options de financement sont à l'examen au PNUD et au Fonds, qui devraient permettre de réunir des ressources de base prévisibles d'un montant approprié pour les activités du Fonds en matière d'investissement dans les PMA pendant la période couverte par le plan stratégique.

7. **Fonds de développement des Nations Unies pour la femme (UNIFEM).** Le plan stratégique d'UNIFEM pour 2008-2011 a été conçu à un moment déterminant des activités menées par l'ONU en faveur de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes. Les dirigeants de l'Organisation ont fait savoir qu'ils approuvaient le renforcement de la cohésion, de l'autorité, du statut et des ressources des entités qui apportent un appui technique en faveur du respect de l'égalité des sexes au sein du système des Nations Unies. Les États Membres débattent actuellement des orientations qu'ils s'approprient à définir en ce qui concerne le renforcement des structures d'appui à l'égalité des sexes dans le cadre de la réforme de l'ONU. Sans préjuger de ces orientations, on a conçu pour UNIFEM un plan stratégique qui permettra d'aller de l'avant dans la mise en œuvre de son activité essentielle, à savoir aider les pays à faire progresser l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes conformément à leurs priorités nationales. L'établissement d'une corrélation entre les engagements normatifs et les réalités opérationnelles sera une contribution primordiale d'UNIFEM : il s'agit de montrer comment il est possible de parvenir à l'égalité des sexes au niveau national, de renforcer la synergie et la cohésion des activités menées par l'ONU, avec pour ambition ultime d'atteindre les OMD d'ici à 2015.

8. **Programme des Volontaires des Nations Unies (VNU).** Les Volontaires des Nations Unies plaident activement pour que le volontariat soit considéré comme un concept de développement et ils en assurent la promotion. Les modalités d'action qu'ils appliquent à leur collaboration avec leurs partenaires s'articulent autour de trois domaines d'intervention corrélés : a) plaider en faveur du concept de volontariat au service du développement; b) poursuite de l'intégration de ce concept dans la planification et la programmation des activités de développement des partenaires; c) mobilisation de volontaires, notamment de Volontaires des Nations Unies, mais pas exclusivement. Au cœur de cette démarche, on trouve la conviction que l'action menée bénévolement par des millions d'individus dans les pays de programmes et ailleurs est une ressource largement méconnue et sous-utilisée qu'il convient d'exploiter de façon stratégique pour que soit relevé le défi que constituent les OMD. Grâce à leur modèle d'activité, les Volontaires des Nations Unies peuvent contribuer de façon unique à renforcer l'efficacité de leur action en faveur du

développement, notamment à trois égards : a) faire en sorte que les groupes défavorisés profitent de l'ensemble des possibilités et des services qui leur sont offerts et améliorer la prestation des services en question; b) inclure toutes les parties prenantes, en particulier les groupes défavorisés, et obtenir leur participation active aux processus qui ont une incidence sur leur bien-être; c) mobiliser des groupes locaux sur une base volontaire afin de s'attaquer aux problèmes qui freinent le développement local. En 2006, plus de 7 600 hommes et femmes de 163 nationalités ont travaillé comme Volontaires des Nations Unies dans 144 pays. Soixante-seize pour cent d'entre eux étaient originaires de pays en développement, ce qui confirme que le programme des VNU est un exemple concret de coopération Sud-Sud. Le budget du programme a dépassé le seuil des 175 millions de dollars. Sur ce montant, quelque 3 % ont été financés par le Fonds bénévole spécial.

III. Préparation

9. Au début du mois de mai 2007, le secrétariat du Conseil d'administration a écrit à tous les États membres du PNUD pour leur exposer les grandes lignes de la préparation de la réunion annuelle de financement. Conformément aux décisions 98/23 et 99/1 du Conseil d'administration – réaffirmées dans ses décisions 99/23, 2000/1, 2002/9, 2004/14, 2005/23 et 2006/24 – les États membres ont été invités à communiquer par écrit le montant de leurs contributions volontaires au PNUD et à ses fonds et programmes associés et encouragés à faire des annonces de contributions sur une base pluriannuelle, assorties d'un échéancier de versements à dates fixes. Comme lors des précédentes sessions annuelles de financement, les États membres ont été encouragés à prendre en compte trois des cinq éléments de la décision 98/23 du Conseil d'administration : le volume des ressources ordinaires, la prévisibilité et les mesures visant à réduire la dépendance vis-à-vis d'un nombre limité de donateurs.

10. Au moment de l'établissement du présent rapport, 41 pays avaient déjà fait parvenir leurs annonces de contribution pour 2007 et, dans certains cas, pour 2008. Toutefois, un certain nombre d'États membres n'étaient pas encore en mesure de le faire. Les tableaux 1 et 2 de l'annexe statistique au présent rapport ont été établis sur la base de l'information reçue et des meilleures estimations, faites par le secrétariat, du montant des contributions au titre de 2007. Le tableau 3 de l'annexe présente les contributions en nature des gouvernements. Il est important de garder à l'esprit que tous les chiffres de 2006 sont provisoires et susceptibles d'être modifiés après confirmation des chiffres définitifs des recettes pour l'année en question.

IV. Volume

A. Ressources ordinaires

11. À partir de 2001, après sept années de baisse régulière, les ressources ordinaires du PNUD ont augmenté pendant cinq années consécutives, mais elles ont stagné en 2006. D'après des données provisoires, les contributions aux ressources ordinaires ont atteint 924 millions de dollars l'an dernier. Les cinq principaux donateurs (en dollars, en valeur absolue) ont été les Pays-Bas, la Suède, la Norvège, les États-Unis et le Royaume-Uni (dans cet ordre). Les prévisions actuelles donnent

à penser que la quasi-totalité des donateurs du Comité d'aide au développement de l'Organisation de coopération et de développement économiques (CAD/OCDE) maintiendront ou augmenteront leurs contributions en 2007. Sur la base des taux de change opérationnels des Nations Unies au 1^{er} mai 2007, on prévoit que le montant des contributions aux ressources ordinaires sera conforme à l'objectif du PFP, à savoir 1,1 milliard de dollars.

12. Treize membres du CAD/OCDE ont accru leur contribution aux ressources ordinaires en 2006, certains d'entre eux pour la cinquième année consécutive. L'Espagne a doublé le montant de sa contribution, deux autres donateurs – Irlande et Luxembourg – l'ont accru de 20 % ou plus et deux autres – Norvège et Royaume-Uni – de 10 % ou plus. Deux pays n'ont pas été en mesure de verser la moindre contribution aux ressources ordinaires. Sept pays – Autriche, Espagne, États-Unis, Finlande, Luxembourg, Royaume-Uni et Suède – ont régulièrement accru le montant de leur contribution annuelle pendant toute la période couverte par le PFP. Les fluctuations des taux de change ont eu un effet positif modeste sur les recettes de base du PNUD, puisqu'elles ont représenté environ 5 % de l'augmentation des contributions aux recettes ordinaires en 2006.

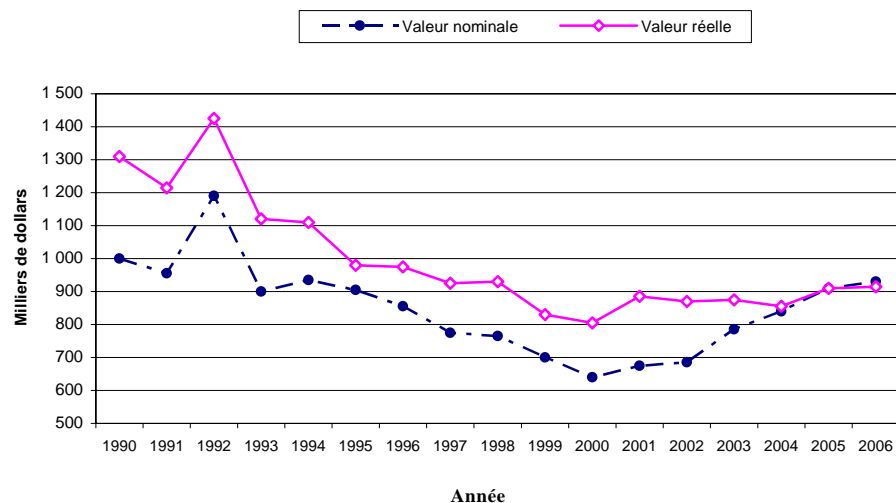
13. Le fait que 33 pays de programme ont versé des contributions au titre de ces ressources en 2006, 12 d'entre eux ayant augmenté ou repris leurs versements – bien qu'ils se heurtent pour nombre d'entre eux à des difficultés considérables au plan intérieur – est la démonstration de l'engagement politique des États membres en faveur d'une amélioration de la base des ressources ordinaires du PNUD. L'année précédente, 37 pays de programme avaient versé des contributions aux ressources ordinaires, dont 15 avaient augmenté ou repris leurs versements. En 2006, cinq pays de programme – Arabie saoudite, Chine, Cuba, Inde et République de Corée – ont versé plus de 1 million de dollars au titre des ressources ordinaires du PNUD.

14. Le montant des recettes passées ou prévues du PNUD est traditionnellement exprimé en valeur nominale (en dollars courants) et ne prend donc pas en compte les variations de la valeur réelle de ces recettes, qui résultent de l'inflation et des fluctuations des taux de change. Or, si le montant des recettes de base exprimé en valeur nominale a augmenté de 10 % entre 2004 et 2006, ce même montant exprimé en valeur réelle, c'est-à-dire ajusté en fonction de l'inflation et de la performance du dollar par rapport à d'autres devises, a augmenté de moins de 5 % pendant cette même période (fig. 2). La base de financement du PNUD demeure exposée aux fluctuations des taux de change. Il reste donc primordial de réduire cette vulnérabilité et de mobiliser des ressources ordinaires adéquates et prévisibles.

Figure 2

Recettes de base du PNUD en valeur nominale et en valeur réelle

(Montant nominal en dollars courants; montant réel exprimé en dollars constants de 2005)



15. Dans sa décision 2002/16, le Conseil d'administration a reconnu que, pour pouvoir s'acquitter de son mandat, le PNUD devait disposer d'une base de financement suffisante, sûre et régulière, garantissant son caractère multilatéral, impartial et universel. La question du retour à la croissance et du renforcement de la prévisibilité des ressources ordinaires servant à financer les activités de développement de l'ONU a fait l'objet d'un débat approfondi, notamment dans le contexte de l'Examen triennal complet des activités opérationnelles de développement (E/2004/5) et à la lumière des résolutions 56/201 et 59/250 de l'Assemblée générale. Le financement des activités de développement du système des Nations Unies fait également partie intégrante des recommandations du Groupe d'experts de haut niveau sur la cohérence à l'échelle du système.

B. Ressources du PNUD autres que les ressources de base

16. On a enregistré en 2006 une diminution minime des contributions aux « autres ressources ». Selon les données provisoires dont on dispose, le total de ces contributions a atteint 3 milliards 790 millions de dollars, en légère baisse par rapport à 2005. Les contributions bilatérales des gouvernements donateurs du CAD/OCDE ont atteint près de 1 milliard 29 millions de dollars. Pratiquement tous les donateurs du CAD/OCDE participent activement au cofinancement de programmes du PNUD. Par ailleurs, les autres ressources versées au PNUD par des partenaires non bilatéraux et des fonds multilatéraux, comme par exemple la Commission européenne, la Banque mondiale et le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme, ont atteint 1,2 milliard de dollars. Les ressources locales confiées au PNUD par les pays de programme et d'autres partenaires locaux à l'appui de leur propre développement ont atteint 1,4 milliard de dollars, soit une augmentation de 24 % par rapport à 2005. Les « autres ressources » représentent un complément important à la base de ressources ordinaires du PNUD;

toutefois, ressources ordinaires et autres ressources ne sont pas interchangeables. Ces dernières proviennent de contributions réservées à des thèmes, programmes et activités spécifiques et sont souvent concentrées dans telle ou telle région.

17. **FENU.** En 2006, si les programmes ont abouti aux résultats et aux produits escomptés, il n'en est pas allé de même de la mobilisation des ressources. Les contributions au Fonds (ressources de base et autres ressources) ont atteint 22 millions de dollars en 2006. Les ressources de base sont passées de 9,5 millions de dollars en 2005 à 13,9 millions de dollars en 2006, en raison d'un accroissement de 40 % du nombre des contributeurs et de l'augmentation des contributions des donateurs existants. Mais le montant des contributions aux ressources autres que celle de base a diminué, passant de 10,3 millions de dollars en 2005 à 8,1 millions de dollars en 2006. Il n'en reste pas moins que les prévisions concernant les contributions aux ressources autres que celles de base indiquent que la tendance à la hausse qui a vu le jour en 2003 se poursuivra et que leur montant pourrait dépasser 15 millions de dollars en 2007.

18. **UNIFEM.** Au cours de la période couverte par le précédent plan de financement pluriannuel, l'ensemble des recettes d'UNIFEM a augmenté de 14 %, passant de 49,2 millions de dollars en 2004 à 56,3 millions de dollars en 2006. Pendant ces trois ans, des ressources d'un montant total de 160 millions de dollars ont été mobilisées, alors que le PFP prévoyait un montant de 121,3 millions de dollars, ce qui tient pour une grande part à l'expansion des ressources autres que celles de base, dont le montant est passé de 25,9 millions de dollars en 2004 à 31,3 millions de dollars en 2006. Pour sa part, le montant des ressources de base a stagné, passant de 23,2 millions de dollars en 2004 à 25 millions de dollars en 2006. C'est un sujet de préoccupation, car les ressources de base constituent le fondement des activités d'UNIFEM et de sa capacité de les planifier efficacement. On cherche actuellement à convaincre une grande diversité de donateurs de contribuer aux ressources de base du Fonds en 2007, afin d'obtenir les résultats escomptés dans le plan stratégique et de faire progresser l'égalité des sexes partout dans le monde, conformément aux OMD. Étant donné que le Fonds est de plus en plus sollicité au titre de l'assistance technique qu'il fournit et des compétences qu'il réunit en matière de promotion de la femme et de sensibilisation, il est essentiel qu'il reçoive les ressources nécessaires pour s'acquitter de son mandat.

19. **VNU.** On ne saurait trop souligner l'importance du Fonds bénévole spécial, premier outil sur lequel s'appuient les Volontaires des Nations Unies pour concevoir de façon continue des méthodes novatrices afin d'imprimer le maximum de pertinence et d'efficacité à leur action. Malgré sa taille modeste, ce fonds permet aux Volontaires de déterminer les meilleurs moyens d'exploiter le volontariat en tant que force stratégique à l'appui des OMD. En mobilisant des volontaires issus d'horizons de plus en plus divers au service du développement et de la paix, en faisant en sorte que le volontariat soit de plus en plus intégré à la programmation du développement et en intensifiant ses activités de sensibilisation à l'échelle mondiale, on maximisera la contribution du programme à la réalisation des OMD. Les versements au Fonds bénévole spécial ont atteint 5,5 millions de dollars en 2006, c'est-à-dire un peu plus de la moitié du seuil optimal de 10 millions de dollars par an que le Conseil d'administration avait approuvé en juin 2004.

V. Prévisibilité

20. Le fait que les recettes de base du PNUD proviennent de donations volontaires l'expose aux aléas des flux d'aide publique au développement (ADP). Si ses ressources de base représentent moins de 1 % du total de l'ADP, l'expérience montre que les recettes de base du PNUD sont étroitement liées aux tendances d'ensemble en matière d'ADP. Sur la base des données recueillies dans le passé, on a établi que la diminution de l'ADP avait un effet marqué sur les recettes de base du PNUD exprimées en termes réels, mais que son augmentation avait des conséquences plus modérées. Entre 1992 et 1997, une diminution de 20 % de l'ADP s'est accompagnée d'une diminution de 35 % – proportionnellement supérieure – des contributions aux ressources de base du PNUD, alors qu'entre 2000 et 2005, une augmentation de 49 % de l'ADP s'était accompagnée d'une augmentation de 10 % – proportionnellement inférieure – des contributions aux ressources de base, en termes réels¹. Compte tenu du déclin de l'ADP observé en 2006, la croissance des recettes de base du PNUD pendant cette année (qui représente en fait un déclin après ajustement à l'inflation et aux fluctuations des taux de change) est conforme à la tendance historique décrite ci-dessus.

21. Comme le souligne la résolution 59/250 de l'Assemblée générale, relative à l'examen triennal complet des activités opérationnelles de développement du système des Nations Unies, et comme l'a indiqué le Conseil d'administration dans sa décision 98/23 – réaffirmée dans ses décisions 99/1, 99/23, 2002/9, 2004/29, 2005/23 et 2006/24 – les États membres sont encouragés à verser des contributions sur une base pluriannuelle afin de renforcer la prévisibilité des ressources ordinaires du PNUD. Au moment de l'établissement du présent rapport, 41 pays, dont 11 membres du CAD/OCDE, avaient annoncé des montants indicatifs pour 2007. Dix pays du CAD/OCDE annoncent désormais leurs contributions sur une base pluriannuelle, démontrant ainsi leur ferme appui à la politique de l'organisation. Un certain nombre d'annonces de contributions pluriannuelles portent sur l'ensemble du cycle de financement pluriannuel et l'une d'elles comporte un engagement d'augmentation annuelle. Au moment où l'organisation approche de la fin du deuxième cycle de financement pluriannuel, il est indispensable que les donateurs prennent de nouveaux engagements pluriannuels pour assurer la prévisibilité des flux de ressources au-delà de 2007. Les États membres qui ne sont pas en mesure de prendre des engagements pluriannuels fermes – en raison de leur législation nationale ou d'autres contraintes – sont néanmoins encouragés à annoncer des montants indicatifs pour les années à venir.

22. Dans sa décision 98/23, le Conseil d'administration a établi que la prévisibilité des ressources de base serait encore améliorée si les États membres du PNUD annonçaient le calendrier des paiements pour l'année en cours et encouragé les versements rapides. Au paragraphe 12 b) iii) de cette décision, le Conseil d'administration a notamment décidé qu'il examinerait le calendrier des paiements

¹ En prix courants (valeur nominale), pendant la période 1992-1997, une diminution de 8 % de l'ADP s'était traduite par une augmentation de 35 % – proportionnellement supérieure – des contributions aux recettes de base du PNUD, alors que pendant la période 2000-2006, une augmentation de 138 % de l'ADP s'est traduite par une augmentation de 43 % – proportionnellement inférieure – des contributions à ces mêmes recettes (pour les chiffres concernant l'ADP, on s'est fondé sur le total de l'ADP nette en provenance des États membres du CAD; on a ajusté le montant des recettes de base du PNUD à l'inflation et aux fluctuations des taux de change, en utilisant le coefficient déflateur composite du CAD/OCDE et on l'a exprimé en dollars constants de 2005).

pour l'année précédente lors de la réunion annuelle consacrée au financement. En 2005, au total, 11 pays donateurs membres du CAD/OCDE ont communiqué des échéanciers de paiement fixes (le même nombre qu'en 2003 et 2004), contre 14 en 2002 et 15 en 2000. Toutefois, sur les 11 pays donateurs membres du CAD/OCDE qui avaient communiqué un échéancier en 2003, 2004 et 2005, nombreux sont ceux qui ne l'ont pas respecté. En juillet 2006, 63 % du montant estimatif des recettes brutes avait été encaissé, contre 60 % en 2004, 47 % en 2003 (dernière année du cycle de financement pluriannuel précédent) et 54 % en 2000. Bien qu'un certain nombre de donateurs aient repoussé jusqu'au dernier trimestre le versement d'une partie importante de leurs contributions annoncées, il n'a pas été nécessaire d'utiliser les réserves opérationnelles.

23. On trouvera au tableau 3 de l'annexe statistique au présent document les échéanciers de versement des contributions pour 2007 qui avaient été communiqués au secrétariat du Conseil d'administration au moment de l'établissement du présent rapport. Le secrétariat prend note avec satisfaction des efforts consentis jusqu'à maintenant par les donateurs du CAD/OCDE qui ont communiqué leurs échéanciers de paiement et de ceux des quatre membres du CAD/OCDE qui se sont acquittés rapidement de l'intégralité de leurs contributions. Les États membres qui ne l'ont pas encore fait sont fortement encouragés à communiquer au secrétariat leurs échéanciers prévisionnels et, dans la mesure du possible, à effectuer des versements rapides. Tous les membres sont invités à s'en tenir à leur échéancier et à effectuer leurs versements dans la monnaie annoncée.

VI. Réduction d'une dépendance excessive vis-à-vis d'un nombre restreint de donateurs

24. Dans ses décisions 98/23 et 99/1, le Conseil d'administration a reconnu qu'une trop grande dépendance à l'égard d'un nombre limité de donateurs comportait des risques pour la stabilité financière à long terme du PNUD. Il a par conséquent prié instamment tous les donateurs et pays de programme qui étaient en mesure de le faire – la décision 2005/23 étant la plus récente à cet égard – d'accroître leurs contributions au titre des ressources ordinaires. On estime que les 10 principaux donateurs du PNUD lui fourniront près de 81 % de l'ensemble de ses ressources ordinaires pour 2007. En 2000, les 10 principaux donateurs avaient fourni 86 % de l'ensemble des contributions aux ressources ordinaires. Pour réduire cette dépendance excessive et diversifier la base des donateurs, l'Administrateur a continué de multiplier systématiquement les contacts dans les capitales des pays donateurs et des pays de programme, ainsi qu'avec les instances régionales et internationales, afin de les mobiliser en vue d'une action commune pour reconstituer la base de ressources du Programme conformément aux objectifs convenus.

25. De nombreux pays de programme soutiennent l'action menée pour réduire la dépendance excessive du PNUD vis-à-vis de quelques donateurs en lui versant : a) des contributions au titre des ressources ordinaires; b) des contributions en espèces aux dépenses locales des bureaux extérieurs; c) des contributions en nature – par exemple en lui fournissant gratuitement des locaux à usage de bureaux. Ils versent en outre des sommes non négligeables au titre des programmes exécutés par le PNUD dans leurs pays respectifs. Le montant total des contributions au titre des ressources ordinaires versées par les pays de programme, après application d'un lien

comptable avec les contributions des gouvernements aux dépenses locales des bureaux extérieurs, représentait environ 15,6 millions de dollars en 2006, soit une diminution de 14 % par rapport à 2005. Pas moins de cinq pays de programme ont versé 1 million de dollars ou davantage.

26. **FENU.** Les efforts du FENU pour diversifier sa base de donateurs et mieux répartir les charges ont donné certains résultats positifs en 2006, mais il faut faire davantage encore pour que ces deux objectifs soient atteints. Au PNUD comme au Fonds, on examine actuellement de nouvelles options de financement qui permettraient à ce dernier de parvenir à un seuil approprié de ressources de base prévisibles, à consacrer à ses activités d'investissement dans les PMA pendant la période 2008-2011, tout en améliorant la répartition des charges. En outre, le budget d'appui biennal du FENU pour l'exercice 2008-2009 continuera vraisemblablement d'être présenté dans le budget d'appui biennal du PNUD.

27. **UNIFEM.** Les efforts visant à diversifier et à accroître les « autres ressources » d'UNIFEM ont continué de produire des résultats positifs. En outre, le montant des contributions aux fonds d'affectation spéciale a augmenté pour atteindre 4,8 millions de dollars en 2006, contre 4 millions en 2005; ce résultat est principalement imputable à l'augmentation des contributions au Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies à l'appui de la lutte contre la violence à l'égard des femmes, géré par UNIFEM. Les efforts consentis pour mobiliser des ressources sur le plan local dans le cadre de partenariats avec le secteur privé ont également porté leurs fruits.

VII. Conclusions

28. Malgré la consolidation observée en 2006, l'accroissement des ressources ordinaires depuis 2001 et celui, notable, des autres ressources, en particulier depuis 2003, attestent clairement le soutien politique accru que les États membres apportent au PNUD. Si l'on veut que le Programme joue pleinement son rôle et que l'ensemble clair d'objectifs de programme que le Conseil a adoptés pour 2004-2007 soit atteint, il est primordial de trouver le moyen de lui assurer une base de ressources ordinaires stable et adéquate. L'aptitude à fournir un appui effectif au développement sous forme de renforcement des capacités, notamment avec l'aide des ressources réservées à des fins spécifiques, est fortement tributaire d'un niveau de financement de base qui favorise des méthodes de gestion intégrées, souples et axées sur l'efficacité à long terme. Le développement constitue un défi à long terme qui nécessite une orientation stratégique elle aussi à long terme, assortie d'une souplesse tactique et de la capacité de faire face aux crises qui surviennent et d'exploiter les nouvelles possibilités qui s'offrent. On s'emploie à satisfaire à ces exigences, avec l'aide et l'appui des partenaires du PNUD.

29. Les progrès accomplis en ce qui concerne l'accroissement des ressources ordinaires doivent être préservés. Le fait que l'objectif fixé pour 2006 n'a pas été atteint confirme la vulnérabilité de la base de ressources du PNUD et l'importance que revêtent les contributions de ses États membres pour la réalisation des objectifs prescrits en matière de financement. Le montant de ces contributions devra encore augmenter si l'objectif global de 1,1 milliard de dollars pour les ressources ordinaires, fixé par le Conseil d'administration, doit être atteint et si l'on veut répondre à la multiplication des demandes dont fait l'objet le PNUD, qui se traduit

par un fort accroissement des « autres ressources ». Avec tous les partenaires du PNUD, on s'efforcera d'appuyer les initiatives de réforme en cours à l'ONU et d'utiliser au mieux les ressources allouées au Programme.

Annexe

**Contributions aux ressources ordinaires
aux dépenses locales des bureaux extérieurs
et en nature pour 2004-2006; recettes, annonces
de contributions et montants estimatifs pour 2007**

30. Le tableau ci-dessous présente un aperçu des recettes engrangées par le PNUD sous forme de contributions aux ressources ordinaires, aux dépenses locales des bureaux extérieurs et/ou en nature. Les données pour 2004 et 2005 ont été établies sur la base des recettes effectivement perçues, celles qui concernent 2006 sur la base de chiffres provisoires. Les données de 2007 incluent les recettes effectivement perçues, les annonces de contributions communiquées au PNUD et les prévisions fondées sur les contributions effectuées au cours de l'année précédente ou des années précédentes. On trouvera des données plus détaillées dans l'annexe statistique au présent rapport, qui peut être consultée sur le site Web du Conseil d'administration.

	2004	2005	2006	2007 (annonces/ estimations/ recettes)
	(en dollars É.-U.)			
États d'Afrique				
Afrique du Sud	147 826	855 842	1 768 242	128 000
Algérie	179 570	179 510	186 067	100 000
Angola	—	446 274	—	
Bénin	208 398	199 339	303 021	
Botswana	299 401	338 600	—	
Burkina Faso	220 069	337 443	378 307	
Burundi	180 455	82 570	89 415	
Cameroun	282 342	249 667	3 327	
Cap-Vert	—	3 000	117 261	
Comores	24 752	24 752	53 139	
Côte d'Ivoire	117 894	117 894	127 511	
Égypte	—	1 045 351	—	104 783
Éthiopie	—	543	156 780	
Gambie	24 523	24 523	26 523	
Ghana	408 243	238 243	377 688	
Guinée	—	—	200 000	
Guinée équatoriale	23 650	23 650	149 082	
Jamahiriya arabe libyenne	1 221 892	766 692	198 653	
Kenya	312 500	246 101	702 112	
Lesotho	168 574	96 450	317 929	
Madagascar	—	—	331 810	
Malawi	149 688	43 233	46 761	
Maroc	—	937 301	554 596	200 688
Maurice	149 661	66 174	145 717	
Mauritanie	132 404	278 727	146 999	

	2004	2005	2006	2007 (annonces/ estimations/ recettes)
	(en dollars É.-U.)			
Mozambique	50 253	50 253	56 359	2 000
Namibie	500	994 038	–	1 500
Niger	62 754	53 581	87 276	
Nigéria	118 009	118 009	127 640	
Ouganda	69 040	254 897	109 890	
République centrafricaine	92 123	92 123	99 644	
République démocratique du Congo	127 494	166 378	232 996	
République Unie de Tanzanie	277 170	437 597	299 783	
Rwanda	107 172	107 172	315 018	
Sénégal	–	–	397 471	
Sierra Leone	73 414	73 414	79 405	
Soudan	295 162	295 162	318 250	
Swaziland	544 019	–	1 086 622	
Togo	165 807	165 807	179 333	
Tunisie	427 012	435 413	239 190	141 803
Zambie	–	6 494	–	
Zimbabwe	–	–	21 220	
Total pour la région	6 661 770	9 852 276	10 032 035	678 774
États d'Asie				
Arabie saoudite	2 198 078	2 198 078	2 214 244	
Bahreïn	891 372	142 726	149 805	56 000
Bangladesh	418 783	400 000	390 289	416 462
Bhoutan	90 131	92 623	105 763	15 000
Brunéi-Darussalam	–	–	–	30 000
Cambodge	191 775	122 275	276 255	
Chine	3 379 282	3 616 175	3 631 533	3 350 000
Chypre		10 300		
Émirats arabes unis	462 705	138 705	474 021	324 000
Fidji	239 862	217 870	–	
Inde	4 986 154	5 012 019	5 029 865	4 500 000
Indonésie	–	218 230	1 544 635	50 000
Iran (République islamique d')	–	309 871	10 000	20 000
Jordanie	512 429	668 258	668 259	
Kazakhstan	514 627	514 672	546 923	20 000
Kirghizistan	135 013	135 013	146 033	
Koweït	1 451 714	67 631	73 153	770 000
Liban	1 322 619	1 322 619	1 389 749	
Malaisie	714 399	250 035	184 138	385 000
Maldives	131 400	225 261	125 247	10 000
Micronésie (États fédérés de)	–	3 017	3 017	
Mongolie	–	136 478	105 658	17 000
Myanmar	1 600	1 955	1 544	857
Népal	160 000	277 573	303 392	
Ouzbékistan	397 634	397 634	430 077	

	2004	2005	2006	2007 (annonces/ estimations/ recettes)
	(en dollars É.-U.)			
Pakistan	721 758	700 102	738 670	
Papouasie-Nouvelle-Guinée	224 249	131 483	117 526	
Philippines	339 827	388 194	313 283	
République arabe syrienne	193 761	25 012	417 355	
République de Corée	2 272 045	819 264	1 000 000	
République démocratique populaire lao	60 584	39 416	42 636	21 168
République populaire démocratique de Corée	19 791	107 377	(517 053)	59 859
Samoa	101 000	178 877	244 317	6 000
Singapour	300 000	300 000	300 000	300 000
Sri Lanka	449 802	149 802	462 025	
Tadjikistan	119 941	90 264	125 931	
Thaïlande	1 257 151	1 239 404	1 270 726	1 284 250
Tokélaou	–	–	58 210	
Turkménistan	262 319	262 319	283 723	
Vanuatu	–	–	36 639	
Viet Nam	156 414	298 640	315 527	29 035
Yémen	–	–	152 014	
Total pour la région	24 678 219	21 209 172	23 665 127	11 664 631
États d'Europe de l'Est				
Albanie	215 895	172 433	464 691	
Arménie	216 934	216 934	234 632	
Azerbaïdjan	168 480	168 480	182 228	
Bélarus	306 997	274 899	296 567	
Bulgarie	330 099	461 667	474 885	
Croatie	201 148	65 780	71 149	30 000
Estonie	23 633	–	33 682	
Ex-République yougoslave de Macédoine	85 100	85 100	92 044	
Fédération de Russie	460 526	450 000	1 100 000	1 100 000
Géorgie	398 600	362 800	377 320	
Lettonie	581 624	585 002	–	
Lituanie	111 734	–	–	
Pologne	1 010 263	395 420	100 599	
République de Moldova	222 602	222 602	247 474	
République tchèque	320 000	395 898	438 231	
Roumanie	279 762	291 547	315 846	
Slovaquie	308 703	308 703	–	
Slovénie	10 000	–	25 000	
Ukraine	427 211	427 211	514 684	
Total pour la région	5 679 312	4 884 477	4 969 032	1 130 000

	2004	2005	2006	2007 (annonces/ estimations/ recettes)
	(en dollars É.-U.)			
États d'Amérique latine et des Caraïbes				
Argentine	—	—	300 000	
Bahamas	—	3 000	210 980	
Barbade	310 565	320 565	546 881	
Belize	50 000	38 000	37 500	
Chili	627 686	627 686	658 503	
Colombie	502 480	1 209 298	1 009 175	
Costa Rica	69 925	322 658	387 043	
Cuba	1 656 848	3 009 602	112 586	
Dominique	—	42 300	—	
El Salvador	568 983	547 979	—	
Équateur	—	100 000	100 000	
Grenade	—	42 300	—	
Guatemala	244 636	250 877	262 558	
Guyana	89 430	116 793	157 131	
Haïti	191 470	251 590	—	
Honduras	97 761	93 770	93 571	
Îles Vierges britanniques	19 940	13 030	—	
Jamaïque	143 823	68 983	74 613	
Mexique	1 004 587	1 987 142	1 027 230	
Nicaragua	178 130	356 124	178 100	
Panama	536 265	928 957	489 025	
Paraguay	57 283	57 283	61 450	
République dominicaine	290 722	290 722	314 442	
Sainte-Lucie	67 290	59 586	—	
Saint-Kitts-et-Nevis	79 750	56 390	—	
Saint-Vincent-et-les Grenadines	—	50 000	—	
Trinité-et-Tobago	98 426	177 062	190 347	
Uruguay	54 205	54 205	58 625	
Venezuela	1 497 220	345 220	680 440	10 000
Total pour la région	8 437 424	11 421 121	6 950 198	10 000
États d'Europe de l'Ouest et autres États				
Andorre	19 091	25 522	31 800	
Allemagne	33 248 749	32 048 465	33 583 215	35 761 667
Australie	5 025 128	5 303 030	5 419 847	5 916 667
Autriche	4 912 681	5 144 471	5 340 790	5 786 274
Belgique	15 873 632	18 322 541	17 900 438	17 959 184
Canada	47 881 356	46 694 215	49 561 404	50 900 901
Danemark	60 263 144	62 376 582	61 253 417	67 889 908
Espagne		8 154 681	8 879 666	60 553 169
États-Unis d'Amérique	98 706 500	105 000 000	105 172 900	110 000 000
Finlande	17 148 755	19 146 184	18 732 769	21 768 707
France	19 981 756	28 010 462	31 083 045	33 722 438

	2004	2005	2006	2007 (annonces/ estimations/ recettes)
	(en dollars É.-U.)			
Grèce	389 218			386 145
Irlande	15 792 289	18 300 654	20 018 519	30 612 245
Islande	561 321	322 056	320 139	
Israël		25 000	30 000	30 000
Italie	18 270 402	19 404 916		23 129 252
Japon	86 770 000	82 431 500	75 012 667	75 012 667
Liechtenstein	11 719	11 504	16 260	16 000
Luxembourg	1 390 244	1 552 393	1 658 768	2 251 565
Malte			30 690	
Monaco	10 000	10 000		12 970
Norvège	97 774 645	108 913 388	107 988 047	129 411 765
Nouvelle Zélande	4 413 793	4 785 714	5 479 452	5 633 803
Pays-Bas	93 742 320	111 875 454	113 771 120	122 277 551
Portugal	1 600 000	1 799 611	1 800 000	1 800 000
Royaume-Uni	72 312 501	80 741 276	91 006 799	109 492 069
Suède	85 194 724	99 399 136	108 968 834	119 581 465
Suisse	41 269 841	40 310 078	41 600 000	43 333 333
Turquie	559 990	1 253 370	1 151 525	1 000 000
Total pour la région	823 123 799	901 362 203	905 812 111	1 074 239 745
Total pour toutes les régions	868 580 523	948 729 248	951 156 590	1 087 723 151